



# Et si Macron exploitait cette crise à ses propres fins ?

À la demande d'Emmanuel Macron, la Caisse des dépôts (CDC) travaille à un plan pour l'hôpital public. Mediapart en révèle le contenu. Tous les experts que Mediapart a interrogés – professeur de médecine, économistes, sociologue – portent sur cette note un regard similaire. S'ils relèvent ici ou là quelques avancées, ils constatent qu'elle ne tire aucun enseignement de la crise sanitaire historique que nous traversons et cherche à poursuivre et même à accélérer les processus de privatisation rampante et de marchandisation de la santé, qui étaient déjà à l'œuvre les années précédentes.

Les journalistes de Mediapart qui se sont procurés ce plan, ont recueilli les critiques auprès de plusieurs experts de l'économie de la santé ou de l'hôpital. Pour ces experts, ce plan pourrait même attiser de violentes polémiques dans le pays, tant il contredit la posture prise par le chef de l'État depuis le début de la pandémie.

L'origine de ce plan est connue. En déplacement à Mulhouse, mercredi 25 mars, pour visiter l'hôpital militaire de campagne qui venait d'y être construit, le chef de l'État a fait des promesses fortes, mais sans en révéler les modalités, ni les montants, ni le calendrier. Il a juste assuré qu'« à l'issue de cette crise, un plan massif d'investissement et de revalorisation de l'ensemble des carrières sera construit pour notre hôpital ». Sans emporter la conviction, il a encore dit : « Beaucoup a été fait, sans doute pas suffisamment vite, pas suffisamment fort. » C'est dans ce cadre présidentiel que s'inscrivent les travaux préparatoires de la CDC.

Préalablement, lors de son allocution au pays le 12 mars E. Macron nous assurait, que désormais, il ne sera pas prisonnier de ces croyances (NDLR – néolibérales). « *Ce que révèle d'ores et déjà cette pandémie, c'est que la santé gratuite sans condition de revenu, de parcours ou de profession, [pour] notre État-providence, ne sont pas des coûts ou des charges mais des biens précieux, des atouts indispensables quand le destin frappe [...]. Il est des biens et des services qui doivent être placés en dehors des lois du marché.* »

Sauf que, "Sauver" l'hôpital, pour Macron et ses complices, cela ne signifie absolument pas la même chose que pour nous, petits citoyens moyens. Et la demande faite à la Caisse des dépôts confirme ce que l'on craignait. La santé n'est pour lui qu'une marchandise comme une autre. Comme pour les retraites, il est urgent, pour lui, de transformer l'essai afin d'en offrir la partie la plus lucrative aux assurances, aux banques, aux fonds de pension gloutons.... par ici BlackRock et de laisser le reste en ruine, pour nous.

Il est fort à parier que nous sommes en présence de conditions parfaites pour que notre Président, son gouvernement et l'élite mondiale mettent en œuvre des programmes politiques qui, autrement, rencontreraient une grande opposition si nous n'étions pas tous aussi désorientés !

Comme le dit Naomi Klein (journaliste, essayiste réalisatrice et altermondialiste canado-américaine) "*la "doctrine de choc" est la stratégie politique consistant à utiliser les crises à grande échelle pour faire avancer des politiques qui approfondissent systématiquement les inégalités, enrichissent les élites et affaiblissent les autres. En temps de crise, les gens ont tendance à se concentrer sur les urgences quotidiennes pour survivre à cette crise, quelle qu'elle soit, et ont tendance à trop compter sur ceux qui sont au pouvoir. En temps de crise, nous détournons un peu les yeux, loin du jeu réel.*"

Nous sommes actuellement confrontés à de multiples crises : une pandémie, le manque d'infrastructures pour la gérer et l'effondrement de la bourse. Tous ces éléments pourraient s'insérer dans cette doctrine du choc qui provoquerait la démolition générale du service public de santé sans oublier le service public en général.

**2 Avril 2020**